

Cote du document: EB 2021/132/R.24/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 15 a) i) a)  
Date: 8 mai 2021  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

### Proposition de prêt et don

### République de l'Inde

## Projet pour une croissance agricole accélérée et inclusive dans les zones rurales du Chhattisgarh

Numéro du projet: 2000003444

#### Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Nigel Brett**  
Directeur régional  
Division Asie et Pacifique  
téléphone: +39 06 5459 2516  
courriel: n.brett@ifad.org

**Ulaş Demirag**  
Directeur de pays  
téléphone: +91 997 111 9365  
courriel: u.demirag@ifad.org

**Meera Mishra**  
Coordonnatrice de programme de pays  
téléphone: +91 9810252334  
courriel: m.mishra@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre Mc Grenra**  
Cheffe  
Gouvernance institutionnelle et  
relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-deuxième session  
Rome, 19-21 avril 2021

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>I. Contexte</b>	<b>1</b>
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
<b>II. Description du projet</b>	<b>3</b>
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	5
<b>III. Risques</b>	<b>10</b>
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	11
D. Soutenabilité de la dette	11
<b>IV. Exécution</b>	<b>11</b>
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans d'exécution	13
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>13</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>13</b>

## Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

---

### Équipe d'exécution du projet

---

Directeur régional:	Nigel Brett
Directeur de pays:	Ulaş Demirag
Coordonnatrice de programme de pays:	Meera Mishra
Responsable technique:	Kisa Mfalila
Membre de l'équipe de conception du projet:	Elizabeth Ssendiwala
Responsable des finances:	Irene Li
Spécialiste climat et environnement:	Kisa Mfalila
Juriste:	Itziar Garcia Villanueva

---

## **Sigles et acronymes**

BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
ODD	objectif de développement durable
PTBA	plan de travail et budget annuel
UGP	unité de gestion du projet

## Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA | 8 janvier 2021

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	Groupe de la Banque mondiale: Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)
<b>Emprunteur:</b>	République de l'Inde
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère du développement agricole, du bien-être des agriculteurs et de la biotechnologie de l'État du Chhattisgarh
<b>Coût total du projet:</b>	238,69 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	67,0 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Ordinaires
<b>Montant du don du FIDA:</b>	s.o.
<b>Cofinanceur:</b>	BIRD
<b>Montant du cofinancement:</b>	100,00 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Prêt de la BIRD
<b>Contribution de l'Emprunteur:</b>	71,69 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	s.o.
<b>Déficit de financement:</b>	s.o.
<b>Montant du financement de l'action climatique accordé par le FIDA:</b>	45,93 millions d'USD (68% du financement total accordé par le FIDA)
<b>Institution coopérante:</b>	Banque mondiale

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 61.

### I. Contexte

#### A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

##### Contexte national

1. **Contexte politique et économique.** La République de l'Inde est la plus grande démocratie au monde, le deuxième pays par le nombre d'habitants (1,35 milliard de personnes) et la troisième économie du point de vue de la parité de pouvoir d'achat. L'agriculture demeure la principale source de moyens d'existence pour près de 50% de la population indienne. Ces trois dernières années, la croissance a ralenti, passant d'une moyenne de 7,4% entre l'exercice 2015/2016 et l'exercice 2018/2019 à 4,2% pendant l'exercice 2019/2020, d'après les estimations. Au vu des conséquences de la pandémie de COVID-19, l'économie devrait reculer en 2020/2021.
2. Créé en 2000, le Chhattisgarh est l'un des États indiens les plus riches en ressources naturelles et minérales. Le couvert forestier occupe 41% de son territoire. L'extrémisme de gauche touche 14 des 27 districts de l'État et huit d'entre eux sont parmi les 30 districts les plus touchés du pays.
3. **Contexte au regard de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'agriculture paysanne et du développement rural.** Depuis 2000, l'Inde a considérablement réduit le niveau de pauvreté absolue. Entre l'exercice 2011/2012 et l'exercice 2015/2016, on estime que la pauvreté est passée de 21,6% à 13,4% à l'échelle nationale. Le Chhattisgarh affiche l'un des revenus par habitant les plus faibles du pays. Sa population s'établit à 26 millions de personnes, dont environ 40% de pauvres. La pauvreté et la malnutrition sont concentrées dans les régions nord et sud où l'on trouve majoritairement des groupes tribaux. Quelque 61% de la population de ces districts appartient à des communautés tribales. Sur les 14 districts ciblés par le projet, sept sont parmi les moins développés du pays. Dans neuf des 14 districts, le nombre de femmes sous-alimentées et anémiques est supérieur à la moyenne de l'État du Chhattisgarh.
4. **Stratégies, politiques ou programmes nationaux concernant l'agriculture paysanne, la réduction de la pauvreté rurale et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition.** La vision élaborée par l'État face à la pauvreté, au sous-développement et à l'extrémisme de gauche prévoit un nouveau modèle de développement axé sur trois programmes phares: i) *Narwa, Garuwa, Ghuruwa, Badi* (NGGB), un programme de transformation rurale qui tire parti des connaissances traditionnelles sur la conservation de l'eau, la conduite de l'élevage, les intrants organiques et les potagers familiaux; ii) *Godhan Nyay Yojana*, un programme qui vise à accroître les revenus des éleveurs de bétail, à promouvoir le recours au fumier organique et à améliorer la fertilité des sols et la disponibilité d'aliments sains et nutritifs; iii) *Mukhyamantri Suposhan Abhiyaan*, un programme qui permet de fournir des aliments frais et nutritifs aux enfants souffrant de malnutrition et aux femmes anémiques par l'intermédiaire de groupes d'entraide.
5. **Principaux acteurs et dispositions institutionnelles.** Voir le paragraphe 48 ci-dessous.
6. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, le projet a été validé comme:
  - incluant un financement climatique.

7. Le Projet pour une croissance agricole accélérée et inclusive dans les zones rurales du Chhattisgarh contribuera directement à l'un des engagements pris par le FIDA en matière de transversalisation, à savoir la mise en avant de la question climatique. L'agriculture pluviale pratiquée dans l'est de l'Inde est particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques. Le projet visera à remédier à ce problème en encourageant la diversification des exploitations agricoles, et en promouvant des systèmes de production résilients face aux aléas climatiques qui s'inscrivent dans le droit fil du plan d'action de l'État du Chhattisgarh en matière de changements climatiques. L'équipe de projet veillera à ce que les femmes soient des bénéficiaires directes de l'appui aux activités agricoles, et à ce que des sous-secteurs qui présentent un intérêt pour les jeunes soient pris en compte.

#### **Justification de l'intervention du FIDA**

8. Le projet offre au FIDA une occasion de mettre à profit son expérience en matière de développement tribal. Dans les régions est et nord-est de l'Inde, le Fonds a financé des projets intégrés dans ce domaine qui ont ensuite été transposés à plus grande échelle par le Gouvernement. On peut notamment citer le Programme d'autonomisation et d'amélioration des moyens de subsistance des groupes tribaux particulièrement vulnérables dans l'État d'Odisha, mis en œuvre par le Gouvernement d'Odisha, et le Projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est sur les hautes terres (phase III), exécuté par le Gouvernement indien. La Banque mondiale a tiré des enseignements de ces initiatives pour concevoir le projet, comme le montrent son approche participative et décentralisée de l'exécution, l'accent mis sur une agriculture tenant compte des enjeux nutritionnels et les activités de promotion de l'agriculture intégrée prévues. En ce qui concerne le caractère additionnel de l'appui du FIDA, le Gouvernement du Chhattisgarh a demandé que soit incluse une unité d'assistance technique en matière de systèmes alimentaires et de nutrition. Enfin, ce projet permettra au FIDA de prendre part à un cofinancement international en Inde aux côtés de la Banque mondiale, ce qui ne s'était pas produit en plus de 40 ans.

#### **B. Enseignements tirés**

9. Les principaux enseignements qui ont influencé la conception du projet sont notamment les suivants:
10. Les processus participatifs, les organisations locales et la mobilisation sous la houlette d'organisations à but non lucratif sont des éléments indispensables à l'autonomisation des groupes tribaux et à la durabilité des interventions, comme dans le cadre du Programme d'autonomisation et d'amélioration des moyens de subsistance des groupes tribaux particulièrement vulnérables dans l'État d'Odisha, qui était appuyé par le Ministère du développement international du Royaume-Uni et le FIDA.
11. La diversification de la base productive des pauvres ruraux, compte tenu de la nature hétérogène et des besoins particuliers des différents groupes, accompagnée d'un ciblage plus précis, peut aider à obtenir de meilleurs résultats, comme l'a montré le Programme de développement tribal du Jharkhand-Chhattisgarh, appuyé par le FIDA.
12. Les programmes en faveur de l'agriculture axée sur la nutrition, associés à une éducation nutritionnelle, peuvent améliorer les résultats obtenus en matière de nutrition. C'est pourquoi des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements ont été intégrées au projet.
13. Les programmes relatifs aux moyens d'existence favorisent certes considérablement l'inclusion sociale, mais n'ont souvent que peu d'impact sur la compétitivité agricole en raison de la faiblesse des investissements par ménage et de l'absence de solutions aux contraintes qui limitent la compétitivité rurale,

comme la mauvaise qualité des infrastructures. Le projet vise donc à encourager le développement de l'agriculture intégrée et des filières.

14. L'inclusion sociale, la participation des populations locales et la transparence sont des stratégies à mettre en place, en particulier dans les zones touchées par l'extrémisme de gauche, comme l'ont montré plusieurs initiatives en faveur des moyens d'existence ruraux menées au Chhattisgarh et en Odisha.
15. Dans le cadre de projets cofinancés, il faut constamment veiller à l'efficacité de la communication et de la coordination si l'on veut garantir la cohérence entre les donateurs. Aux côtés de la Banque mondiale, désignée comme institution coopérante, le FIDA mettra son expertise à contribution afin de faciliter la supervision et l'exécution.

## II. Description du projet

### A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

16. L'objectif de développement du projet est d'améliorer les possibilités de revenus et la disponibilité d'aliments nutritifs en faveur des ménages ciblés dans les régions du Chhattisgarh dont la population est majoritairement issue de groupes tribaux.
17. **Portée géographique.** Le projet sera exécuté dans 25 blocs répartis dans 14 districts: Bastar, Narayanpur, Kanker, Bijapur, Sukma, Kondagaon et Dantewada dans la région sud; Mungeli et Baloda Bazar dans la région centrale; Surguja, Koriya, Surajpur, Balrampur et Jashpur dans la région nord.
18. **Groupes cibles et stratégie de ciblage.** Le projet ciblera 400 000 ménages d'environ 1 500 villages. Un ou deux blocs seront concernés dans chacun des 14 districts. Dans les 25 blocs choisis, les villages seront sélectionnés en fonction de la proximité des *gauthans*<sup>1</sup> recensés<sup>2</sup>. Dans ces villages, tous les ménages recevront un appui au titre du projet.
19. Le principal groupe cible comprendra les ménages des tribus et castes répertoriées et des groupes tribaux particulièrement vulnérables, qui comptent des petits exploitants qui dépendent de l'agriculture pluviale de subsistance ou de produits forestiers pour vivre. Dans ces groupes, une attention particulière sera accordée aux femmes et aux jeunes. En outre, le projet prévoit des activités spécialement destinées aux ménages pauvres et sans terres. Il vise à aider les jeunes en encourageant le développement de l'agriculture intégrée et des filières.

### B. Composantes, résultats et activités

20. Le projet s'articule autour de cinq composantes étroitement liées et dispose d'une sixième composante pour les interventions en cas d'urgence à laquelle aucun coût n'est attribué au stade du budget.
21. **Composante 1: autonomisation des populations locales et renforcement des institutions.** Cette composante servira à renforcer les capacités des ménages et des populations locales pour: i) planifier et réaliser des investissements en matière de développement et en effectuer le suivi; ii) épauler et renforcer les institutions locales aux fins de la gestion efficace des ressources naturelles et des actifs communautaires et privés; iii) diversifier les régimes alimentaires et promouvoir de bonnes pratiques nutritionnelles au niveau des ménages.
22. **Composante 2: systèmes alimentaires et agricoles diversifiés, résilients et favorables à une bonne nutrition.** Cette composante vise à assurer le développement durable des ressources naturelles (conservation des eaux et des

<sup>1</sup> Les *gauthans* sont des centres qui relèvent de la politique *Narwa, Garuwa, Ghuruwa, Badi* du Gouvernement du Chhattisgarh et qui visent à proposer des services de garde de bovins. Dans le cadre du projet, ces *gauthans* seront développés pour devenir des centres de services communautaires.

<sup>2</sup> Le Gouvernement de l'État a déjà répertorié 500 *gauthans*. Il faut encore recenser les *gauthans* restants et déterminer quels seront les 1 500 villages ciblés.



sols), afin de jeter les bases du renforcement et du développement de systèmes agricoles intégrés qui sont plus diversifiés, plus productifs, plus résilients face aux changements climatiques et qui donnent des aliments plus nutritifs.

23. **Composante 3: création de valeur ajoutée et accès aux marchés.**  
 Cette composante a pour objet d'accroître les revenus des ménages grâce à la création de valeur ajoutée, aux activités de transformation, à un accès équitable aux marchés et à la réduction des pertes après récolte. En mettant l'accent sur les cultures à forte valeur nutritionnelle, on améliorera également les indicateurs de santé au moyen de la consommation domestique, et on augmentera les revenus en donnant accès aux marchés rentables du bien-être pour que les agriculteurs puissent vendre les excédents. Une unité technique spécialisée dans le développement des filières, les systèmes alimentaires et la nutrition sera mise en place au sein de l'unité de gestion du projet (UGP) afin de partager des supports normatifs et techniques et des savoirs qui contribueront au projet.
24. **Composante 4: redressement économique face à la COVID-19.**  
 Cette composante servira à financer des investissements qui permettront de rétablir des moyens d'existence et de stimuler la création d'emplois, d'appuyer les activités entrepreneuriales hors exploitation et non agricoles, de faciliter la gestion communautaire des ressources naturelles et de sensibiliser aux mesures de prévention et aux pratiques sanitaires liées à la COVID-19.
25. **Composante 5: gestion de projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs.**  
 Dans le cadre du projet, cette composante facilitera la coordination, l'exécution, la gestion financière, la passation de marchés, la gestion des savoirs et la gestion des mesures de sauvegarde environnementales et sociales aux niveaux de l'État, des districts et des communautés. Pour ce qui est des questions de politique générale, l'équipe de projet contribuera à l'application des trois politiques phares du Gouvernement du Chhattisgarh (voir paragraphe 4) et à l'élaboration d'une politique au niveau de l'État qui permettra de promouvoir et de financer les organisations de producteurs agricoles.
26. **Composante 6: interventions en cas d'urgence.** Cette composante, à laquelle aucun fonds n'est attribué au stade du budget, peut être invoquée en cas d'urgence. Elle donne à l'équipe de projet la marge de manœuvre nécessaire pour mener un large éventail d'activités à l'appui du bien-être social et économique des ménages ciblés à la suite d'une situation d'urgence ou d'une catastrophe, dans le droit fil de l'objectif du projet. Les activités seront proposées par le Gouvernement de l'État et approuvées par la Banque mondiale et le FIDA.

## C. Théorie du changement

27. **Défis liés au contexte.** Les ménages des districts ciblés sont essentiellement dépendants d'une seule saison d'un type de cultures pluviales. Les pluies irrégulières et l'absence d'infrastructures d'irrigation ont fortement limité la possibilité d'accroître la productivité et la production agricoles. De nombreuses familles ne produisent donc que 60% des denrées alimentaires dont elles ont besoin.
28. **Leviers d'action.** Cinq grands leviers d'action sont proposés: i) une plus grande mobilisation des eaux de surface aux fins de la petite irrigation; ii) l'intensification, la diversification et l'intégration de systèmes agricoles résilients face aux aléas climatiques; iii) l'amélioration des capacités et des savoirs des petits exploitants concernant les systèmes agricoles intégrés et l'éducation nutritionnelle; iv) la diversification de la production agricole, de façon à inclure des cultures annuelles et pérennes, des plantations d'arbres, de l'élevage de bétail et de volaille ainsi de l'aquaculture, associée à une éducation nutritionnelle, en vue d'améliorer la sécurité nutritionnelle des ménages; v) le renforcement d'un environnement porteur comprenant des politiques favorables, des infrastructures appropriées, des partenariats multipartites et des programmes publics complémentaires.

La participation des femmes sera garantie au moyen de la plateforme existante que constituent les groupes d'entraide.

29. **Résultats.** L'intensification et la diversification de la production agricole feront augmenter la productivité des ménages. Associée à un accès facilité aux marchés et à des prix plus rémunérateurs, cette hausse permettra aux ménages d'avoir de meilleurs revenus. La diversification des produits agricoles, accompagnée d'une éducation nutritionnelle, devrait également aboutir à une amélioration de la sécurité nutritionnelle des ménages. Une vaste région passera progressivement à des systèmes agricoles intégrés, et l'amélioration des services écologiques au niveau du paysage pourrait notamment concerner la gestion des sécheresses et la biodiversité. Tous ces changements qui devraient s'opérer aideront à renforcer la résilience des communautés tribales et des castes répertoriées face aux dérèglements climatiques et à pérenniser leurs moyens d'existence.

#### **D. Alignement, appropriation et partenariats**

30. **Alignement.** Le projet contribuera à la réalisation de cinq des 17 objectifs de développement durable (ODD), à savoir: ODD n° 1: pas de pauvreté; ODD n° 2: faim zéro; ODD n° 5: égalité entre les sexes; ODD n° 10: inégalités réduites; ODD n° 13: mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques.
31. Le projet s'inscrit dans la parfaite continuité du programme d'options stratégiques pour l'Inde du FIDA, puisqu'il permet aux systèmes de production agricole et alimentaire des petits exploitants d'être rémunérateurs, durables et résilients. Il s'inscrit également dans le droit fil des politiques du FIDA relatives aux peuples autochtones, à l'égalité femmes-hommes et à l'autonomisation des femmes, ainsi qu'à l'environnement et à la gestion des ressources naturelles. Il contribuera à la réalisation de l'objectif de sécurité alimentaire et nutritionnelle du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.
32. Le projet est conforme à la vision de l'État, qui souhaite promouvoir une croissance rurale inclusive économe en ressources, comme indiqué au paragraphe 4.
33. **Partenariats.** L'équipe de projet nouera des partenariats avec des organisations nationales et internationales telles que le Central Food Technological Research Institute et l'Université d'État agricole, qui partageront leurs savoirs et joueront un rôle d'appui aux capacités. Des partenariats seront également établis entre des collectifs de producteurs, des transformateurs locaux, des entreprises d'exportation et de grands acteurs nationaux du secteur agroalimentaire. Le projet offre l'occasion au FIDA et à la Banque mondiale de former un partenariat de partage des savoirs.

#### **E. Coût, avantages et financement**

34. Le projet sera cofinancé par le FIDA et la BIRD, et le Gouvernement de l'État y apportera une contribution importante. Le coût total du projet, qui couvre 25 blocs dans 14 districts, est estimé à 238,69 millions d'USD. Sur ce montant, 100,0 millions d'USD seront apportés par la BIRD, 67,0 millions d'USD par le FIDA et 71,69 millions d'USD par le Gouvernement de l'État. Selon les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique est estimé à 45,93 millions d'USD. Les composantes 1, 2 et 4 du projet sont comptabilisées en partie dans le financement de l'action climatique.

Tableau 1

**Coûts du projet par composante et sous-composante et par source de financement**  
(en millions d'USD)

Composante/sous-composante	BIRD		FIDA		Gouvernement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>1. Autonomisation des populations locales et renforcement des institutions</b>								
A. Planification participative au niveau du village et renforcement des institutions communautaires	10,86	42,0	7,24	28,0	7,76	30,0	25,86	10,8
B. Disponibilité alimentaire et pratiques nutritionnelles des ménages	2,00	42,0	1,33	28,0	1,43	30,0	4,77	2,0
<b>Sous-total</b>	<b>12,86</b>	<b>42,0</b>	<b>8,57</b>	<b>28,0</b>	<b>9,19</b>	<b>30,0</b>	<b>30,62</b>	<b>12,8</b>
<b>2. Systèmes alimentaires et agricoles diversifiés, résilients et favorables à une bonne nutrition</b>								
A. Gestion communautaire des ressources naturelles	27,38	36,0	18,26	24,0	30,43	40,0	76,06	31,9
B. Agriculture intégrée favorable à une bonne alimentation et à une bonne nutrition	25,22	42,0	16,82	28,0	18,02	30,0	60,06	25,2
<b>Sous-total</b>	<b>52,61</b>	<b>38,6</b>	<b>35,07</b>	<b>25,8</b>	<b>48,44</b>	<b>35,6</b>	<b>136,12</b>	<b>57,0</b>
<b>3. Création de valeur ajoutée et accès aux marchés</b>								
A. Création de valeur ajoutée et accès aux marchés rentables	7,49	40,9	5,32	29,1	5,49	30,0	18,30	7,7
B. Création de valeur ajoutée en faveur de la nutrition	0,89	42,0	0,59	28,0	0,63	30,0	2,11	0,9
<b>Sous-total</b>	<b>8,37</b>	<b>41,0</b>	<b>5,91</b>	<b>29,0</b>	<b>6,12</b>	<b>30,0</b>	<b>20,41</b>	<b>8,6</b>
<b>4. Redressement économique face à la COVID-19</b>								
A. Riposte à la COVID-19	15,05	60,0	10,03	40,0	-0,00	-	25,08	10,5
<b>5. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs</b>								
A. Gestion du projet, suivi-évaluation et apprentissage	10,66	42,0	7,11	28,0	7,61	30,0	25,38	10,6
B. Gestion des savoirs et renforcement des capacités de l'État	0,45	42,0	0,30	28,0	0,32	30,0	1,08	0,5
<b>Sous-total</b>	<b>11,11</b>	<b>42,0</b>	<b>7,41</b>	<b>28,0</b>	<b>7,94</b>	<b>30,0</b>	<b>26,46</b>	<b>11,1</b>
<b>6. Interventions en cas d'urgence</b>								
	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Coût total du projet</b>	<b>100,00</b>	<b>41,9</b>	<b>67,00</b>	<b>28,1</b>	<b>71,69</b>	<b>30,0</b>	<b>238,69</b>	<b>100,0</b>

Tableau 2  
**Coûts du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en millions d'USD)

Catégorie de dépenses	BIRD		FIDA		Gouvernement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses d'investissement								
A. Travaux de génie civil	10,86	36,0	7,24	24,0	12,06	40,0	30,16	12,6
B. Matériel	12,85	36,7	8,57	24,4	13,65	38,9	35,07	14,7
C. Services	7,87	40,6	5,58	28,8	5,94	30,6	19,39	8,1
D. Intrants agricoles	5,38	42,0	3,59	28,0	3,85	30,0	12,82	5,4
E. Subvention	18,05	41,5	12,03	27,7	13,43	30,9	43,51	18,2
F. Riposte à la COVID-19	15,05	60,0	10,03	40,0	-0,00	-	25,08	10,5
G. Formation								
1. Formation locale	4,79	42,0	3,19	28,0	3,42	30,0	11,40	4,8
2. Formation internationale	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>4,79</b>	<b>42,0</b>	<b>3,19</b>	<b>28,0</b>	<b>3,42</b>	<b>30,0</b>	<b>11,40</b>	<b>4,8</b>
H. Assistance technique								
1. Assistance technique locale	1,52	42,0	1,01	28,0	1,08	30,0	3,62	1,5
2. Assistance technique internationale	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>1,52</b>	<b>42,0</b>	<b>1,01</b>	<b>28,0</b>	<b>1,08</b>	<b>30,0</b>	<b>3,62</b>	<b>1,5</b>
I. Fonctionnement et entretien								
1. Dépenses de fonctionnement	23,63	41,0	15,75	27,3	18,25	31,7	57,64	24,1
<b>Coût total du projet</b>	<b>100,00</b>	<b>41,9</b>	<b>67,00</b>	<b>28,1</b>	<b>71,69</b>	<b>30,0</b>	<b>238,69</b>	<b>100,0</b>

Tableau 3

**Coûts du projet par composante et sous-composante et par année du projet**  
(en millions d'USD)

	Année 1 2021	Année 2 2022	Année 3 2023	Année 4 2024	Année 5 2025	Année 6 2026	Total
<b>1. Autonomisation des populations locales et renforcement des institutions</b>							
A. Planification participative au niveau du village et renforcement des institutions communautaires	3,78	4,11	4,69	4,51	4,44	4,32	25,86
B. Disponibilité alimentaire et pratiques nutritionnelles des ménages	0,37	0,70	1,05	1,24	0,89	0,52	4,77
<b>Sous-total</b>	<b>4,15</b>	<b>4,81</b>	<b>5,74</b>	<b>5,75</b>	<b>5,33</b>	<b>4,84</b>	<b>30,62</b>
<b>2. Systèmes alimentaires et agricoles diversifiés, résilients et favorables à une bonne nutrition</b>							
A. Gestion communautaire des ressources naturelles	0,84	15,32	31,05	25,91	2,95	-	76,06
B. Agriculture intégrée favorable à une bonne alimentation et à une bonne nutrition	2,11	13,59	19,96	16,11	7,15	1,13	60,06
<b>Sous-total</b>	<b>2,95</b>	<b>28,90</b>	<b>51,01</b>	<b>42,02</b>	<b>10,10</b>	<b>1,13</b>	<b>136,12</b>
<b>3. Création de valeur ajoutée et accès aux marchés</b>							
A. Création de valeur ajoutée et accès aux marchés rentables	1,05	3,41	4,39	4,74	3,81	0,91	18,30
B. Création de valeur ajoutée en faveur de la nutrition	0,07	0,42	1,41	0,21	-	-	2,11
<b>Sous-total</b>	<b>1,12</b>	<b>3,83</b>	<b>5,80</b>	<b>4,95</b>	<b>3,81</b>	<b>0,91</b>	<b>20,41</b>
<b>4. Redressement économique face à la COVID-19</b>							
A. Riposte à la COVID-19	15,40	9,68	-	-	-	-	25,08
<b>Sous-total</b>	<b>15,40</b>	<b>9,68</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>25,08</b>
<b>5. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs</b>							
A. Gestion du projet, suivi-évaluation et apprentissage	4,81	4,56	4,46	3,78	3,72	4,05	25,38
B. Gestion des savoirs et renforcement des capacités de l'État	0,03	0,38	0,09	0,39	0,09	0,09	1,08
<b>Sous-total</b>	<b>4,85</b>	<b>4,94</b>	<b>4,55</b>	<b>4,17</b>	<b>3,81</b>	<b>4,13</b>	<b>26,46</b>
<b>6. Interventions en cas d'urgence</b>							
A. Composante relative aux interventions en cas d'urgence	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Coût total du projet</b>	<b>28,47</b>	<b>52,16</b>	<b>67,10</b>	<b>56,89</b>	<b>23,04</b>	<b>11,02</b>	<b>238,69</b>

### Stratégie et plan de financement et de cofinancement

35. Le projet sera géré dans le cadre d'un accord de cofinancement avec la Banque mondiale en tant qu'institution coopérante, aux termes duquel toutes les activités du projet seront financées conjointement par la Banque mondiale et le FIDA et les fonds seront décaissés dans les proportions convenues (60:40). Étant donné que les cofinancements seront apportés selon le principe *pari passu*, les procédures de la Banque mondiale en matière de taxes seront appliquées.
36. La Banque mondiale et le FIDA verseront chacun de leur côté les fonds au Gouvernement indien qui les transférera vers le fonds consolidé de l'État du Chhattisgarh, aux fins du remboursement des dépenses préfinancées.
37. **Financement rétroactif.** Par dérogation à la section 4.07 a) ii) des Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole, il est demandé au Conseil d'administration d'approuver un financement rétroactif allant jusqu'à 5% du montant du prêt accordé par le FIDA (soit 3,35 millions d'USD) au titre des dépenses autorisées pour financer les activités de démarrage (notamment la collecte de données de référence et le recrutement d'organismes techniques) et réalisées entre le 1<sup>er</sup> février 2021 et l'entrée en vigueur de l'accord de prêt du

FIDA, afin de réduire le décalage par rapport à l'approbation de la Banque mondiale. Le financement rétroactif doit être préfinancé par le Gouvernement et remboursé au moyen des fonds versés une fois l'accord de financement entré en vigueur et les conditions de retrait remplies.

38. **Présentation du rapport d'audit.** Par dérogation à la section 9.03 b) des Conditions générales applicables au financement du développement agricole et en vue de suivre le même calendrier que la Banque mondiale en ce qui concerne la présentation du rapport d'audit, il est demandé au Conseil d'administration d'approuver la présentation d'états financiers audités annuels neuf mois après la fin de chaque exercice.
39. **Financement des taxes.** Pour adopter une politique fiscale identique à celle de la Banque mondiale, accroître l'efficacité des flux de fonds et faciliter au mieux l'exécution du projet, on utilisera les fonds du FIDA pour régler les taxes à hauteur d'un montant estimé à 6,64 millions d'USD, le total des taxes du projet s'élevant à 23,7 millions d'USD. La contribution financière du Gouvernement au projet se chiffre à 71,69 millions d'USD, soit environ 11 fois le montant des taxes financé par le FIDA.

#### **Décaissement**

40. Les décaissements seront fondés sur des rapports financiers intermédiaires qui seront présentés chaque trimestre, sans être audités, au Service aide, comptes et audit du Bureau du contrôleur et à la Banque mondiale. Ils se feront comme suit: i) le Gouvernement du Chhattisgarh préfinancera toutes les dépenses relatives au projet au moyen de son propre budget; ii) chaque trimestre, le Ministère du développement agricole, du bien-être des agriculteurs et de la biotechnologie de l'État du Chhattisgarh établira des rapports financiers intermédiaires, non audités, dans la monnaie locale et les publiera sur le portail du Service aide, comptes et audit du Bureau du contrôleur; iii) le Bureau du contrôleur traitera les rapports et les transmettra à la Banque mondiale pour qu'elle décaisse des fonds en dollars des États-Unis; iv) la Banque mondiale déclenchera le versement d'une somme en dollars des États-Unis au fonds consolidé du Gouvernement indien domicilié à la Banque de réserve de l'Inde à New York; v) immédiatement après, le Gouvernement indien virera les fonds dans la monnaie locale au fonds consolidé du Chhattisgarh domicilié à la Banque de réserve de l'Inde à Nagpur.

#### **Résumé des avantages et analyse économique**

41. **Analyse économique et financière.** Le taux de rentabilité économique interne du projet sur une période de 20 ans, dans le scénario de base, hors avantages issus de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, s'établit à 24,9%, pour une valeur actuelle nette de 129,4 millions d'USD à un taux d'actualisation de 12,0%. Les résultats de l'analyse de sensibilité montrent que le projet reste économiquement viable même en cas d'évolution défavorable des coûts et des avantages du projet.

#### **Stratégie de sortie et durabilité**

42. La stratégie de sortie s'articule autour d'un plan de durabilité solide fondé sur les éléments suivants: i) le développement du capital humain; ii) la durabilité des institutions, ce qui exige de renforcer les capacités des diverses entités d'exécution ainsi que des institutions locales; iii) la viabilité financière, grâce à l'autonomisation des communautés ciblées et au renforcement du capital humain; iv) la durabilité environnementale et sociale grâce à une utilisation viable et efficace des ressources naturelles et au renforcement de la résilience des populations face aux dérèglements climatiques. La réussite de la stratégie de sortie dépend également de la mise en place d'organisations de producteurs agricoles solides.

### III. Risques

#### A. Risques et mesures d'atténuation

43. Le risque général inhérent au projet est jugé substantiel au vu des préoccupations suscitées par les capacités et les procédures institutionnelles. Des plans d'atténuation détaillés ont été élaborés par la Banque mondiale, de sorte que le risque résiduel n'est que modéré.

Tableau 4

Risques et mesures d'atténuation

<i>Risques</i>	<i>Risque résiduel</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Contexte national	Modéré	Les risques macroéconomiques résiduels, en particulier le risque associé à l'insuffisance du financement de contrepartie apporté par l'État, sont faibles et ne devraient pas compromettre l'obtention des résultats de développement escomptés.
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Le risque principal associé aux initiatives stratégiques existantes découle des changements qui pourraient être apportés à la confidentialité et à la protection des données. Dans le cadre des activités que le projet appuie, directement ou indirectement, des données personnelles sont recueillies, telles que le nom, l'âge, le numéro d'identification, le sexe et le numéro de téléphone mobile, autant d'informations qui pourraient être utilisées pour identifier une personne. Un projet de loi relatif à la protection des données personnelles est en cours d'élaboration. S'il est adopté, la Banque mondiale et le Ministère du développement agricole, du bien-être des agriculteurs et de la biotechnologie effectueront une analyse technique de son incidence potentielle sur la conception du projet et envisageront des modifications au besoin.
Capacités institutionnelles	Substantiel	Le Ministère du développement agricole, du bien-être des agriculteurs et de la biotechnologie manque d'expérience s'agissant d'exécuter un projet multilatéral financé par des institutions. Afin d'atténuer le risque connexe, les équipes aux niveaux de l'État, des districts et des blocs seront dotées de capacités renforcées et travailleront avec un large éventail de partenaires qui ont de l'expérience pour ce qui est d'obtenir des résultats dans un délai imparti.
Risques fiduciaires Gestion financière  Passation des marchés	Modéré pour la gestion financière  Substantiel pour la passation des marchés	Étant donné qu'il s'agit du premier projet financé par la Banque mondiale dans l'État en près de dix ans, de nombreux ministères et organismes publics ne connaissent pas les directives de la Banque mondiale en matière de gestion financière et d'achats. Des évaluations détaillées de la gestion financière et des achats, l'élaboration de dispositions fiduciaires viables et des activités de formation et d'appui au début de l'exécution du projet permettront d'atténuer ce risque.
Environnement et climat	Modéré pour l'environnement et les aspects sociaux  Substantiel pour le climat	Les activités du projet devraient n'avoir qu'un impact environnemental minime ou n'avoir aucun impact environnemental négatif ou irréversible (voir paragraphes 44 et 46 ci-après pour plus d'informations sur les plans d'atténuation).
Risques sociaux	Modéré	Les interventions prévues ne devraient avoir aucune incidence négative (voir paragraphe 45 pour plus d'informations sur le plan d'atténuation).
Autres risques propres au projet  Parties prenantes	Substantiel	L'équipe de projet mettra à profit la présence de longue date, le champ d'action et la crédibilité locale des organisations non gouvernementales auprès des communautés, ce qui contribuera grandement à atténuer le risque. L'ensemble du personnel, des partenaires et des populations locales bénéficiera d'un programme d'information sur l'extrémisme de gauche.
<b>Risque global</b>	<b>Modéré</b>	

#### B. Catégorie environnementale et sociale

44. **Le risque environnemental est jugé modéré (catégorie B).** L'impact environnemental négatif ou irréversible des activités du projet devrait être minime. Les risques peuvent être atténués et gérés au moyen des mesures définies dans le cadre de gestion environnementale et sociale et dans le cadre environnemental et

social du Gouvernement du Chhattisgarh. Ces mesures permettent d'atténuer l'impact et les risques environnementaux, de renforcer les institutions et les capacités et de mettre en place des mécanismes de suivi et de communication d'informations aux fins de la bonne gestion environnementale des interventions du projet.

45. **Le risque socioculturel est jugé modéré (catégorie B).** Les interventions du projet sont en grande partie axées sur les régions du sud où vivent une majorité de groupes tribaux et où l'on trouve des zones touchées par l'extrémisme de gauche. Elles devraient permettre d'aider les peuples autochtones locaux et ne devraient pas avoir d'incidence négative. Toutefois, un plan de développement tribal a été établi afin que personne ne soit exclu. Des outils participatifs seront employés pour mener diverses interventions et l'avis des groupes tribaux et de leurs dirigeants sera sollicité dans le cadre de consultations organisées durant l'exécution. Le plan de mobilisation des parties prenantes présente en détail le plan de consultation avec les différents acteurs pour toute la durée du projet. Ce plan prévoit également la mise en place d'un mécanisme de réponse aux doléances accessible et inclusif dans tous les villages concernés par le projet.

### **C. Classement au regard des risques climatiques**

46. Le risque climatique est élevé. Il est prévu que la température moyenne, les précipitations annuelles totales et la variation saisonnière augmentent, ce qui provoquerait des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et plus intenses. Le projet permettra de réduire les risques et l'impact des aléas climatiques, car il prévoit des interventions d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets qui prendront la forme d'activités de gestion des ressources naturelles et de systèmes agricoles intégrés, l'objectif étant de renforcer la résilience climatique des bénéficiaires. Ces mesures d'atténuation abaissent le risque résiduel à un niveau substantiel.

### **D. Soutenabilité de la dette**

47. À l'occasion des consultations tenues en décembre 2019 au titre de l'article IV du Fonds monétaire international, il a été noté que la dette publique restait élevée (69% du produit intérieur brut), mais que la dynamique de la dette était favorable puisque cette dernière était libellée dans la monnaie nationale, en grande partie détenue par des résidents et assortie d'une maturité relativement longue. Le ratio dette extérieure/produit intérieur brut du pays est resté faible (19%). Environ la moitié de la dette extérieure est libellée en dollars des États-Unis et 36% dans la monnaie locale.

## **IV. Exécution**

### **A. Cadre organisationnel**

#### **Gestion et coordination du projet**

48. Le Ministère du développement agricole, du bien-être des agriculteurs et de la biotechnologie sera chargé de l'exécution du projet. Une UGP sera créée au niveau de l'État. Elle sera composée de membres du personnel des directions de l'agriculture, de l'horticulture, des services vétérinaires et de la pêche, ainsi que de professionnels recrutés sur le marché et de consultants à court terme.
49. **Exécution.** L'équipe de projet mettra également en place des unités de gestion du programme au niveau des districts et des unités de mise en œuvre au niveau des blocs. Les unités de gestion du programme rendront compte au directeur ou à la directrice de l'agriculture du district et feront partie du dispositif global de coordination du développement du collecteur local. Le projet est administré par deux comités: i) un comité consultatif de haut niveau, présidé par le secrétaire principal ou la secrétaire principale, assurera la supervision globale du projet et donnera des orientations générales; ii) un comité directeur, présidé par le ou la



commissaire à la production agricole, examinera et approuvera les plans de travail et budgets annuels (PTBA) du projet, et sera chargé d'examiner l'avancement matériel et financier et d'assurer la coordination interministérielle.

### **Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

50. **Gestion financière.** Les dispositions de gestion financière tiennent compte des enseignements tirés du Programme de gestion et de transparence des finances publiques actuellement mis en œuvre dans le Chhattisgarh avec le concours de la Banque mondiale. Elles seront intégrées aux procédures de planification et de budgétisation de l'État. Le système en ligne de gestion de trésorerie de l'État (e-Kosh) et le système de gestion des finances publiques du Gouvernement indien seront utilisés pour allouer les fonds du projet, procéder à des vérifications et à des contrôles internes, tenir la comptabilité, communiquer l'information financière et effectuer un suivi des soldes bancaires non dépensés. Plusieurs mesures complémentaires ont été définies en vue d'atténuer le risque de décalage des décaissements suscité par les retards pris dans la comptabilisation des dépenses faites sur le terrain. D'après une évaluation réalisée par la Banque mondiale, les dispositions de gestion financière proposées sont acceptables et offrent un degré d'assurance raisonnable que les fonds du prêt seront utilisés comme prévu et comptabilisés comme il se doit. Si les mesures complémentaires convenues sont mises en place, le risque de gestion financière résiduel est jugé modéré.
51. **Passation des marchés.** Par dérogation aux sections 7.05 et 7.06 des Conditions générales applicables au financement du développement agricole, tous les marchés de biens, de travaux et de services de consultants ou autres financés au titre du projet seront passés conformément au Règlement de passation des marchés de la Banque mondiale pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement (établi en juillet 2016, révisé en novembre 2017 et en août 2018), et aux dispositions de l'accord de financement. En cas de conflit entre des décrets, règles et règlements du Gouvernement et le Règlement de passation des marchés de la Banque mondiale, ce dernier prévaut. Le projet sera régi par les Directives de la Banque mondiale pour la prévention et la lutte contre la fraude et la corruption dans les projets financés par des prêts de la BIRD et les crédits et les dons de l'Association internationale de développement, en date du 15 octobre 2006 et révisées en janvier 2011 et en juillet 2016.

## **B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication**

52. Le cadre de résultats du projet orientera la planification et la budgétisation. Le PTBA sera intégré aux procédures et aux budgets du Ministère du développement agricole, du bien-être des agriculteurs et de la biotechnologie. Le processus de planification commencera au niveau de la communauté. Les bureaux de district fusionneront leurs plans respectifs, et l'UGP au niveau de l'État établira ensuite un PTBA consolidé détaillé à l'échelle de l'État. Chaque année, le PTBA sera présenté au comité directeur du projet pour examen et approbation, puis à la Banque mondiale pour examen et accord. Cette dernière consultera le FIDA et transmettra des retours d'information consolidés sur le PTBA.
53. L'équipe de projet établira une unité de suivi-évaluation et d'apprentissage dotée d'un appui technique et responsable du suivi des procédures et des résultats, des technologies de l'information et des communications et des systèmes d'information géographique. Établie au sein de l'UGP au niveau de l'État, l'unité de suivi-évaluation et d'apprentissage commandera également des études d'impact (enquête sur échantillon au démarrage du projet, à mi-parcours et à l'achèvement).

### **Innovation et reproduction à plus grande échelle**

54. L'équipe de projet pilotera l'introduction de techniques modernes et d'innovations aux fins de la gestion après récolte, de la transformation, de la mise au point de

produits, de l'utilisation des produits dérivés, de l'emballage et du stockage dans toutes les composantes. Les technologies de séchage solaire, de déshydratation et de conservation et d'enrichissement des aliments seront introduites en fonction de la demande du marché, en partenariat avec les organisations locales et nationales de gestion des savoirs.

55. L'équipe de projet mettra en place et développera le système agricole intégré et facilitera la création d'un dispositif permettant de recenser, de préserver et d'appliquer à plus grande échelle les connaissances et les pratiques traditionnelles pertinentes des communautés tribales.

## **C. Plans d'exécution**

### **Plans de préparation à l'exécution et de démarrage**

56. Le projet débutera en 2021 et sera exécuté sur une période de six ans. La Banque mondiale financera le projet à partir du 12 février 2021. L'UGP au niveau de l'État est en place et a rédigé un plan d'exécution qui a été examiné par le FIDA et par la Banque mondiale. Cinq grands contrats de consultants ont été attribués. Cet état de préparation à la mise en œuvre accélérera le démarrage effectif du financement du FIDA et favorisera l'exécution en temps voulu des activités du projet.

### **Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement**

57. La Banque mondiale sera l'institution coopérante pour le prêt du FIDA et sera chargée de la supervision et de l'administration de ces fonds. Le FIDA participera aux activités de supervision et d'appui à l'exécution menées par la Banque mondiale en fonction de ses domaines de compétence fondamentaux.

## **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

58. Un accord de financement entre la République de l'Inde et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur. Un exemplaire de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
59. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
60. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VI. Recommandation**

61. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Inde un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de soixante-sept millions de dollars des États-Unis (67 000 000 d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Gilbert F. Hougbo

## **Negotiated financing agreement: "Chhattisgarh Inclusive Rural & Accelerated Agriculture Growth Project (CHIRAAG)"**

(Negotiations concluded on 31 March 2021)

Loan No: \_\_\_\_\_

Project name: Chhattisgarh Inclusive Rural & Accelerated Agriculture Growth Project (CHIRAAG) ("the Project")

The Republic of India (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

**WHEREAS** the Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

**WHEREAS** this Agreement is to finance the implementation of the Project in the State of Chhattisgarh (the "State");

**WHEREAS** for this purpose, the Borrower shall make available to the State of Chhattisgarh the respective part of the proceeds of the Financing upon terms and conditions set forth in this Financing Agreement. The Fund and the State of Chhattisgarh shall enter into a separate agreement of even date herewith (the "Project Agreement").

**WHEREAS**, the International Bank for Reconstruction and Development (herein referred to as "IBRD") has agreed to extend financing (the "IBRD Financing") to the Borrower in the amount of one hundred million United States dollars (USD 100 million) to assist in co-financing the Project on terms and conditions to be set forth in the IBRD Loan Agreement 9190-IN and Project Agreement between the Borrower and IBRD (the "IBRD Agreements").

**WHEREAS**, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

**NOW THEREFORE**, the Parties hereby agree as follows:

### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2)

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, except for the provisions identified in Section E paragraph 4 below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan (the "Financing") to the Borrower which the Borrower shall cause the State to use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

## **Section B**

1. The amount of the Loan is sixty seven million United States dollars (USD 67 million)
2. The Loan is provided on ordinary terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding of the Loan rate equal to the IFAD Reference Interest Rate with variable spread, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and have a maturity period of 17.5 years, including a grace period of 5.5 years, starting from the date as of which the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollars (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the 1<sup>st</sup> of April.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each 1<sup>st</sup> June and 1<sup>st</sup> December.
6. The IFAD Loan funds will be channelled through the Government of India into the State's Consolidated Fund for reimbursement of pre-financed expenditures. IFAD will receive the Payment Instructions for disbursements from the World Bank.
7. The Borrower shall cause the State to provide counterpart financing for the Project.

## **Section C**

1. The Lead Project Agency shall be the Department of Agriculture Development and Farmers Welfare and Biotechnology of the Government of Chhattisgarh.
2. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
3. The Project Completion Date shall be the 6<sup>th</sup> anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower.

## **Section D**

1. The Financing shall be administered, and the Project supervised by the IBRD as the Cooperating Institution. IFAD will participate in the implementation support based on its areas of core expertise.

## **Section E**

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
  - (a) The Project Implementation Manual (PIM) and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior

agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project;

- (b) the IBRD Loan Agreement has failed to enter into full force and effect within 180 days of the date of this restated Agreement, and substitute funds are not available to the Borrower.
  - (c) The right of the Borrower to withdraw the proceeds of the IBRD Loan or Grant has been suspended, cancelled or terminated, in whole or in part, or the IBRD Loan has become due and payable prior to the agreed maturity thereof; or any event has occurred which, with notice or the passage of time, could result in any of the foregoing.
2. The following are designated as additional grounds for cancellation of this Agreement: the IBRD Loan Agreement shall have been cancelled.
3. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal:
- (a) The Project Implementation Manual/Project Implementation Plan (PIM/PIP) has been prepared to the satisfaction of the Fund;
  - (b) The withdrawal conditions for IBRD Loan 9190-IN enunciated in Schedule 2, Section III B, para 1 (b) through (d) have been fully complied with;
  - (c) The Project accounting software has been identified;
  - (d) The key Project staff have been duly appointed;
  - (e) The Letter of Appointment between the IBRD/IDA (collectively referred to as "the World Bank"), and IFAD has entered into force;
  - (f) The Project Agreement in form and substance acceptable to the Fund shall have been duly concluded between the Fund and the State of Chhattisgarh.
4. The following provisions of the General Conditions shall not apply to this Agreement and these will be aligned with IBRD Loan Agreement and Project Agreement of the Project:
- (a) Sections 7.05 (Procurement). All goods, works and consultants services required for the Project and to be financed out of the proceeds of the financing shall be procured in accordance with the "World Bank Procurement Regulations for IPF Borrowers", dated July 2016, revised November 2017 and August 2018.
  - (b) Section 7.01 (b) (ii) and Article 8 ("Implementation Reporting and Information"). The Borrower, shall monitor and evaluate the progress of the Project and prepare reports, as well as Annual Workplans and Budgets (AWPBs), in accordance with Section II, Schedule 2 of the IBRD Loan Agreement.
  - (c) Section 9.03(b). The audited financial statements shall be submitted by the Borrower nine months after each fiscal year-end, to align with the World Bank timeframe for audit report submission.
5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

[Title of the representative]  
[Name and address of the Ministry]

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

[Copy to:]

This Agreement, [dated \_\_\_\_\_], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

REPUBLIC OF INDIA

\_\_\_\_\_  
"[Authorised Representative Name]"  
"[Authorised Representative title]"

Date: \_\_\_\_\_

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Gilbert F. Houngbo  
President

Date: \_\_\_\_\_

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### I. Project Description

1. *Target Population.* The Northern and Southern regions of the State are tribal dominated, whereas the two blocks from the two central districts have a high scheduled caste population. The Project will target 400,000 households from about 1,500 villages. In each of the 14 districts, approximately 2 blocks will be targeted. Within the selected 25 blocks, villages will be selected based on proximity to the Gauthans<sup>3</sup> identified<sup>4</sup>, with 2 villages selected near each village housing a Gauthan taking into consideration dominance of tribal population and remoteness. Within selected villages, all households will avail themselves of project benefits.

2. *Project area.* The Project will be implemented across 25 blocks in 14 districts: Bastar, Narayanpur, Kanker, Bijapur, Sukma, Kondagaon, Dantewada in the southern region; Mungeli and Balodabazar in central region; Surguja, Koriya, Surajpur, Balrampur, Jashpur in the northern region (the "Project Area").

3. *Goal.* The goal of the Project is to reduce poverty and enhance resilience of vulnerable households.

4. *Objectives.* The objective of the Project is to improve income opportunities and the availability of nutritious foods in the targeted households of the tribal dominated areas in Chhattisgarh.

5. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

5.1 Component 1: Community Empowerment and Institutional Strengthening will build household and community capacity to: (a) plan, implement, and monitor development investments; (b) support and strengthen community institutions toward effective management of natural resources, and community and private assets; and (c) create diet diversity and promote positive nutrition practices at household level.

5.2 Component 2: Diversified, Resilient and Nutrition-Supportive Food and Agriculture Systems aims to sustainably develop natural resources (soil and water conservation) as a foundation for strengthening and developing integrated farming systems (IFS) which are more diversified, nutritious, productive and resilient to climate change. Optimal use of natural resources for food, feed and energy requirements will help build household resilience to climate shocks, improve family nutrition, and increase income.

5.3 Component 3: Value Addition and Market Access aims to increase household income through value addition, processing, equitable market access and reduced post-harvest losses. A focus on crops of high nutritional value will also improve health indicators through home consumption and increase income through access to profitable wellness markets for surplus produce.

5.4 Component 4: COVID -19 Economic Recovery Response will finance investments that restore livelihoods and support employment generation, support off-farm and non-farm entrepreneurial activities, facilitate community-based natural resource management, and increase awareness of COVID-19 safety precautions and hygiene practices.

5.5 Component 5: Project Management, Monitoring and Knowledge. This component will support Project coordination, implementation, financial management (FM), procurement,

---

<sup>3</sup> *Gauthans* are part of GoCG's NGGB policy and are meant to be cattle daycare centers. Under CHIRAAG, these *gauthans* will be developed into community service centers.

<sup>4</sup>State Government has so far identified 500 *Gauthans*. The remaining *Gauthans* and the targeted 1,500 villages are yet to be identified.

knowledge management and environmental and social safeguards management at the state, district and community levels. A technical cell on value chain development and food systems and nutrition will be set up at the PMU level to support the project with normative and technical material and knowledge.

5.6 Component 6: Contingency emergency response. This zero budget component can be invoked at the time of critical emergency. It provides flexibility in the Project to cover a broad set of activities which support the social and economic wellbeing of targeted households following an emergency/ disaster situation in line with the project objective. Activities will be proposed by the State Government and agreed with WB and IFAD.

## **II. Implementation Arrangements**

6. *Lead Project Agency.* The Project Implementation Agency will be the Department of Agriculture Development and Farmers Welfare and Biotechnology (DoAB) of the GoCG.

7. *Project Oversight Committee.* Governance of the Project includes two committees: 1) a high-level *Project Advisory Committee (PAC)*, chaired by Chief Secretary will provide the overall project oversight and policy guidance; 2) a *Project Steering Committee (PSC)* chaired by the Agriculture Production Commissioner will be responsible for approving and reviewing project annual budgets, work plans, physical and financial progress, and driving the interdepartmental coordination and convergence.

8. *Project Management Unit.* A State Project Management Unit (SPMU) will be established drawing officers from the Directorates of Agriculture, Horticulture, Veterinary Services and Fisheries; hiring professionals from the market and engaging short-term consultants. The SPMU will be responsible for project implementation. The Project will also establish DPMUs at district and BPIU at block levels. DPMUs will report to the District Director of Agriculture and be included in the overall development coordination of the District Collector.

9. *Partnerships.* The Project will forge partnerships with relevant national/international organizations such as the Central Food Technology Research Institute, the State Agricultural University, *Indira Gandhi Krishi Vishwavidyalay* for knowledge inputs and capacity support. Partnerships will also be forged between producer collectives and local processors, export firms and major national agribusiness players. In the area of technological innovations, partners include Central Food Technology Research Institute (CFTRI) and National Institute of Food Technology and Entrepreneurship Management.

Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will enter into Memorandum of Understandings (MoU) with implementing partners as defined under Section 1 A of the Schedule to the IBRD Project Agreement.

10. *Monitoring and Evaluation.* The Project will set-up, within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement, a monitoring and evaluation learning cell with technical support for process and result monitoring, ICT and geographic information systems. This will include an integrated dashboard at state level for planning and implementation monitoring at district, block and village levels. The M&E and Learning unit in the SPMU will also commission impact studies (sample surveys at baseline, mid-term and completion).

11. *Knowledge Management.* Knowledge management will be driven by the introduction of modern technology and innovation for postharvest management, processing, product development, by-product utilization, packaging, storage etc. through all components. Technologies related to solar drying, dehydration/preservation, food fortification, as per market demand, will be introduced in partnership with local/national knowledge organizations. The Project will additionally support the creation of a system to capture, preserve and scale up traditional knowledge and practices of tribal communities relevant to the project scope.



12. *Project Implementation Manual/Project Implementation Plan.* The Borrower shall cause the State to prepare a Project Implementation Manual/Project Implementation Plan containing detailed guidelines and procedures for the implementation of the Project, including: administration and coordination; monitoring and evaluation; financial, procurement and accounting procedures; social and environmental safeguards; corruption and fraud mitigation measures; roles and responsibilities of various agencies in the implementation of Project, terms, conditions and eligibility criteria for selection of project beneficiaries and investments to be financed, and such other arrangements and procedures as shall be required for the effective implementation of the Project.

13. *Gender.* The Borrower shall (a) identify and address access gaps in equitable agriculture assets and services; (b) integrate findings of the review in planning and delivery of services for improving outreach to tribal women; (c) strengthen the capacity of state offices to incorporate gender in the planning and delivery of services; and (d) positively target tribal women's participation in the decision-making processes of existing community-based institutions. The Technical Support Agency (TSA) will also provide handholding support to build tribal women representatives' decision-making and resource management capacities in community-based institutions.

14. *Land tenure security.* The Borrower shall cause the State to ensure that the land acquisition process has already been completed and that compensation processes were consistent with international best practice and free prior and informed consent principles.

15. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower shall ensure that the Project will be implemented in compliance with the IBRD's Environmental and Social Commitment Plan for the Project as well as IBRD's Environmental and Social Standards as provided in the IBRD Agreements which is in line with IFAD's SECAP.

Environment and Social Safeguards. The Borrower shall cause the Project Implementing Entity to ensure that the Project is implemented in compliance with the environmental and social requirements under or referred to in Section I E of the Schedule to the IBRD Project Agreement as well as to IFAD's Policy, where applicable.

16. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with WB Guidelines on Preventing and Combating Fraud and Corruption in Projects Financed by IBRD Loans and IDA Credits and Grants ("Anti-Corruption Guidelines"), dated October 15, 2006 and revised in January 2011 and as of July 1, 2016. IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.

17. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

## Schedule 2

### Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category- IFAD	Category -IBRD	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	% of total Eligible Expenditures (inclusive of taxes)
I	Goods, services and inputs (a)  (1) Goods, works, non-consulting services, consulting services, Training and Incremental Operating Costs under Part 1, 2.1(i), 2.1(ii), 2.1 (iv), 2.2(ii), 2.2(iii), 2.2(iv), 2.2(v), 3.1, 3.2(i), 3.2(ii), 3.2(iv) and 5 of the Project	44,600,000	26%
II	Grants & Subsidies  (2) Grants under Parts 2.1(iii), 2.2(i) and 3.2(iii) of the Project	12,200,000	28%
III	Goods, services and inputs (b)  (3) Goods, works, non-consulting services, consulting services, Training and Incremental Operating Costs under Part 4 the Project	10,200,000	40%
<b>Total</b>		<b>67,000,000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

(i) "Category II: Grants & Subsidies (a)" shall mean eligible expenditures in the form of grants for investing in design and delivery of soil health cards and soil nutrition management technology demonstrations, to community institutions as revolving funds to finance household level investments in productive assets and adoption of climate smart technologies under component 2; for basic food processing infrastructure at village level and Financing to Farmer Producer Organizations (FPOs) under the Component III.

(ii) "Category III: Goods, Services and Inputs (b)" shall mean eligible expenditures for activities related to COVID -19 Economic Recovery Response under Component 4.

### 2. *Disbursement arrangements*

(a) *Co-financing arrangement.* The Project will be managed under a co-financing arrangement with the World Bank (WB) as the Cooperating Institution (CI) whereby all project activities will be jointly financed, and funds will be disbursed in agreed proportions which can be revised from time to time with IBRD on a *pari-passu* basis through an agreement between IBRD/IDA (collectively referred to as "the World Bank") and IFAD.

(b) *Retroactive financing.* As an exception to section 4.08(a) (ii) of the General Conditions, specific eligible expenditures incurred from 1<sup>st</sup> February 2021 up until the date of entry into force of this Agreement shall be considered eligible up to an amount equivalent to three million three hundred fifty thousand United States dollars (USD 3.35 million), corresponding to 5% of the IFAD Loan, for eligible expenditures to finance start-

up activities (including baseline and recruitment of Technical Agencies). Activities to be financed by retroactive financing and their respective category of expenditures and source of financing will require prior no objection from IFAD to be considered eligible. Pre-financed eligible expenditures shall be reimbursed to the Borrower once additional conditions precedent to the first disbursement of funds specified in Section E of this Agreement are fulfilled.

3. *Audit arrangements.* As an exception to section 9.03(b) of the IFAD General Conditions, to align with the World Bank's timeframe for audit report submission, the deadline for submission of the annual audited financial statements will be nine months after each fiscal year-end.

4. *Financing of taxes.* To adopt an identical policy on taxes to the Bank and boost the efficiency of funds flow and better support project implementation, IFAD's financing will be used to finance taxes in line with Schedule 2 of this Agreement.

## **Negotiated project agreement: "Chhattisgarh Inclusive Rural & Accelerated Agriculture Growth Project (CHIRAAG)"**

(Negotiations concluded on 31 March 2021)

Loan Number:

Project Title: Chhattisgarh Inclusive Rural & Accelerated Agriculture Growth Project ("the Project")

The State of Chhattisgarh of the Republic of India (the "State") acting by its Governor  
and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

### **WHEREAS:**

(A) by the Financing Agreement of even date (herewith the "Financing Agreement") between the Republic of India acting by its President (the "Borrower") and the Fund, the Fund has agreed to make available to the Borrower an amount of 67 million United States dollars (USD 67 000 000) for the purpose of financing the Chhattisgarh Inclusive Rural & Accelerated Agriculture Growth Project (the "Project"), on the condition that the State undertakes its obligations toward the Fund as are set forth in this Agreement;

(B) the proceeds of the Loan, as provided for under the Financing Agreement and in the amount of sixty seven million United States dollars (USD 67 000 000), shall be made available by the State to the Department of Agriculture Development and Farmers Welfare and Biotechnology of the Government of Chhattisgarh for the purpose of implementing the Project on terms and conditions set forth therein; and

(C) the State, in consideration of the Fund entering into the Financing Agreement with the Borrower, has agreed to undertake the obligations hereinafter set forth;

NOW THEREFORE, the parties hereto hereby agree as follows:

### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document and the Financing Agreement.
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement and all provisions thereof, with the exceptions indicated in the Financing Agreement, shall apply to this Agreement.
3. The State declares its commitment to the goal and objective of the Project as set forth in Schedule 1 of the Financing Agreement and accepts the obligations ascribed to it in the Financing Agreement, as valid, binding obligations of the State to the Fund.

4. For the purposes of this Agreement, any obligation of the Borrower, either independently or jointly with the Lead Project Agency/Project Parties to cause or ensure the taking of or forbearance from taking certain actions, shall be deemed a direct obligation of the State to the Fund to take or forbear from taking such actions or to cause or ensure the taking of or forbearance from taking such actions.

5. Any obligation of any Project Party or other implementing agency to take or forebear from taking any actions, shall be deemed a direct obligation of the State to the Fund to take or forebear from taking such actions.

## **Section B**

1. The State shall duly perform all its obligations under the Financing Agreement and this Agreement. The State shall cause the Lead Implementing Agency to perform its obligations under the Project and under the MOU entered into to implement the Project.

2. The State, shall strive to undertake proactive measures for convergence of agriculture and allied central sector schemes and other Government schemes, and strive to ensure contributions from beneficiaries mainly in kind, to achieve the project development objective.

3. The State shall cause the Project Management Unit (PMU) to enter into contracts, through the Department, with service providers including for international technical assistance and administer the contracts as per the provisions contained therein.

4. The State shall take appropriate and necessary actions to implement the agreed actions resulting out of the Mid Term Review and the Supervision Missions.

5. The State shall ensure that the Department, for the annual audit of the accounts, shall appoint a private audit firm empanelled by the Controller and Auditor General of India and for which the terms of reference for the audit will be agreed with the Fund.

6. This Agreement shall come into force and effect on the date upon which the Financing Agreement enters into force. It shall terminate on the date on which the Financing Agreement terminates.

## **Section C**

1. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the State:

Chief Secretary  
Government of Chhattisgarh

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement has been prepared in the English language in three (3) original copies, one (1) for the Fund, one (1) for the State and one (1) for the Borrower/Recipient.

STATE OF CHHATTISGARH

\_\_\_\_\_  
"[Authorised Representative Name]"  
"[Authorised Representative title]"

Date: \_\_\_\_\_

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
President

Date: \_\_\_\_\_

## Logical framework

The result framework of the project is presented here as formulated by World Bank. Indicators equivalent to IFAD's core indicators are indicated in bold.

### Project Development Objective Indicators by Objectives/ Outcomes

Indicator Name	PBC	Baseline	Intermediate Targets					End Target
			1	2	3	4	5	
<b>To intensify and diversify sources of income, and improve the availability of nutritious foods</b>								
Beneficiary households with intensified and diversified sources of income (Number)		0.00	0.00	6,000.00	37,500.00	80,000.00	125,000.00	180,000.00
Of which, SCs and STs (percentage)		0.00	40.00	50.00	60.00	60.00	60.00	60.00
Beneficiary households with increased number of food groups available (Number)		0.00	0.00	6,000.00	37,500.00	80,000.00	125,000.00	180,000.00
Of which, SCs and STs (percentage)		0.00						60.00
Farmers reached with agricultural assets or services (CRI, Number)		0.00	6,700.00	53,200.00	166,000.00	266,000.00	332,000.00	400,000.00
Farmers reached with agricultural assets or services - Female (CRI, Number)		0.00	335.00	7,988.00	58,100.00	106,400.00	166,000.00	200,000.00
Of which, SCs and STs (Number)		0.00	2,800.00	24,600.00	84,000.00	146,500.00	198,000.00	238,000.00

## Intermediate Results Indicators by Components

Indicator Name	PBC	Baseline	Intermediate Targets					End Target
			1	2	3	4	5	
<b>Community Empowerment and Institutional Strengthening</b>								
Village development plans (Number)		0.00	250.00	850.00	1,500.00	1,500.00	1,500.00	1,500.00
Beneficiary LGs with at least 50% membership from SC/ST households (Number)		0.00	100.00	255.00	750.00	1,500.00	1,500.00	1,500.00
Beneficiary LGs with at least 25% women members (Number)		0.00	53.00	155.00	525.00	1,200.00	1,350.00	1,500.00
IFS operationalized and including nutrition-related SBCC sessions (percentage)		0.00	0.00	20.00	30.00	50.00	75.00	85.00
<b>Diversified, Resilient and Nutrition-Supportive Food and Agriculture Systems</b>								
Beneficiary households supported with sustainable water management and soil improvement practices (Number)		0.00	500.00	17,125.00	35,625.00	36,750.00	36,750.00	36,750.00
Increase in beneficiary household land area of more nutritious crops under production (percentage)		0.00	10.00	10.00	20.00	20.00	30.00	30.00
Beneficiary individuals which have adopted resilient and improved technologies and practices (Number) <sup>5</sup>		0.00	0.00	11,250.00	61,500.00	96,000.00	135,000.00	150,000.00

<sup>5</sup> This indicator is equivalent to IFAD's CI 3.2.2 Number of persons reporting adoption of environmentally sustainable and climate resilient technologies and practices.



Indicator Name	PBC	Baseline	Intermediate Targets					End Target
			1	2	3	4	5	
Of which, women beneficiaries (Number)	0.00	0.00	0.00	1,688.00	12,300.00	24,000.00	40,500.00	45,000.00
Beneficiary households adopting at least two IFS activities (percentage)	0.00	0.00	0.00	10.00	15.00	20.00	25.00	30.00
<b>Beneficiary individuals with improved baadis or backyard garden production (Number)<sup>6</sup></b>	0.00	4,500.00	37,500.00	123,000.00	240,000.00	240,000.00	240,000.00	240,000.00
Of which, women beneficiaries (Number)	0.00	1,350.00	15,000.00	61,500.00	144,000.00	144,000.00	144,000.00	144,000.00
<b>Value Addition and Market Access</b>								
Common service centers supported with value addition and processing infrastructure (Number)	0.00	90.00	300.00	585.00	585.00	585.00	585.00	585.00
<b>FPOs established under the project considered functional. (Number)<sup>7</sup></b>	0.00	2.00	10.00	30.00	42.00	50.00	50.00	50.00
<b>FPOs engaged in aggregation, grading, and/or primary processing (Number)<sup>8</sup></b>	0.00	0.00	0.00	10.00	20.00	25.00	25.00	25.00
Market linkage partnerships established (Number)	0.00	2.00	8.00	8.00	10.00	20.00	20.00	20.00

<sup>6</sup> This indicator is equivalent to IFAD CI. 1.1.8 Number of persons provided targeted support to improve nutrition.

<sup>7</sup> This indicator is equivalent to IFAD CI 2.1.3 Number of rural producers' organizations supported.

<sup>8</sup> This indicator is equivalent to IFAD CI 2.2.5 Number of rural producers' organizations reporting an increase in sales.

Indicator Name	PBC	Baseline	Intermediate Targets					End Target
			1	2	3	4	5	
<b>Project Management, Monitoring and Knowledge</b>								
Partnerships with knowledge organizations (Number)		0.00	1.00	2.00	3.00	3.00	3.00	3.00
Project-related grievances registered and resolved (percentage)		0.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Decision Support System for Agriculture Department established (Yes/No)		No	No	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
<b>Policy note developed on promoting and financing FPOs (Yes/No)<sup>9</sup></b>		No	No	No	Yes	Yes	Yes	Yes

<sup>9</sup> This indicator is equivalent to IFAD CI Policy – Number of new policy proposed to policy makers for approval.

# Integrated project risk matrix

## Overall summary

<b>Risk Category / Subcategory</b>	<b>Inherent risk</b>	<b>Residual risk</b>
Country Context	Substantial	Moderate
Political Commitment	Substantial	Moderate
Governance	Moderate	Low
Macroeconomic	Substantial	Moderate
Fragility and Security	Substantial	Moderate
Sector Strategies and Policies	Substantial	Moderate
Policy alignment	Substantial	Moderate
Policy Development and Implementation	Moderate	Low
Environment and Climate Context	High	Substantial
Project vulnerability to environmental conditions	Substantial	Moderate
Project vulnerability to climate change impacts	High	Substantial
Project Scope	Low	Low
Project Relevance	Low	Low
Technical Soundness	Low	Low
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	High	Substantial
Implementation Arrangements	High	Substantial
Monitoring and Evaluation Arrangements	Substantial	Moderate
Project financial Management	Substantial	Moderate
Project Organization and Staffing	Moderate	Low
Project Budgeting	Substantial	Moderate
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	High	Substantial
Project Internal Controls	Moderate	Low
Project Accounting and Financial Reporting	Substantial	Moderate
Project External Audit	Moderate	Low
Project Procurement	High	Substantial
Legal and Regulatory Framework	Substantial	Moderate
Accountability and Transparency	Substantial	Moderate
Capability in Public Procurement	High	Substantial
Public Procurement Processes	High	Substantial
Environment, Social and Climate Impact	Substantial	Moderate
Biodiversity Conservation	Substantial	Moderate
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderate	Low
Cultural Heritage	Moderate	Low
Indigenous People	Moderate	Low
Labour and Working Conditions	Substantial	Moderate
Community Health and Safety	Substantial	Moderate
Physical and Economic Resettlement		No risk envisaged
Greenhouse Gas Emissions	Moderate	Low
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	High	Substantial
Stakeholders	High	Substantial
Stakeholder Engagement/Coordination	High	Substantial
Stakeholder Grievances	High	Substantial
Overall	Substantial	Moderate
<b>Country Context</b>	Substantial	Moderate
<b>Political Commitment</b>	Substantial	Moderate
<b>Risk:</b>	Substantial	Moderate

The risk is substantial. The State Government adopts a centralized decision-making approach.		
<b>Mitigations:</b>  The project governance includes two levels: 1) a high-level Project Advisory Committee (PAC), chaired by Chief Secretary will provide the overall project oversight and policy guidance; 2) a Project Steering Committee (PSC) chaired by the Agriculture Production Commissioner (APC) will be responsible for approving and reviewing project annual budgets, work plans, physical and financial progress, and driving the inter-departmental coordination and convergence. These two levels of project governance would ensure that the project is fully aligned with State policies and contributing to their implementation.		
<b>Governance</b>	Moderate	Low
<b>Risk:</b>  The risk is moderate. Chhattisgarh ranks 4th out of 18 big states in India on the Good Governance Index 2019. Chhattisgarh ranks among the top 3 big states in agriculture and allied sectors; social welfare and development; judicial and public security.  Good Governance Index through 10 sectors and 50 indicators, measures delivery of "good governance" to citizens by way of delivery of essential services to citizens. These services include education, healthcare, economic growth, environmental protection, access to legal protection and judicial services.	Moderate	Low
<b>Mitigations:</b>  Project is building robust set up for fiduciary management and M&E; oversight by concerned departments; and grievance redress mechanism.		
<b>Macroeconomic</b>	Substantial	Moderate
<b>Risk:</b>  Risk is Substantial. State finances are partially affected by the burden of the pandemic and economic slowdown, where lockdowns are still implemented to contain the spread of the Covid19. This is likely to impact the State Government's timely and full release of funds to the project.	Substantial	Moderate
<b>Mitigations:</b>  In addition to CHIRAAG, the WB is financing Chhattisgarh Public Financial Management and Accountability Program. This should ensure that the release of funds to the project is conducted as per procedures for externally aided projects which the State Govt will comply with as part of the financial management and accountability programme.		
<b>Fragility and Security</b>	Substantial	Moderate
<b>Risk:</b>	Substantial	Moderate

<p>The risk is moderate. The districts most severely hit by LWE are located in the Southern part of the State and these are the districts that will be covered by WB financing. None of the districts to be covered by IFAD financing are LWE affected.</p>		
<p><b>Mitigations:</b></p> <p>The project follows a community driven and inclusive approach to development which has proved successful in areas affected by high inequality and conflict. The critical element of the approach is the decentralized implementation and empowerment of local village organizations to implement priority activities identified in a fully consultative manner.</p>		
<p>Sector Strategies and Policies</p>	Substantial	Moderate
<p><b>Policy alignment</b></p>	Substantial	Moderate
<p><b>Risk:</b></p> <p>The main project risk from ongoing policy initiatives relates to potential changes to data privacy and protection. Activities directly or indirectly supported by this project collect personal data, i.e. name, age, ID number, gender, cell phone number, which could be used to identify an individual. Statistical data collection is governed by the Data Collection Act of 2008, GoI which contains provisions to guarantee respondents confidentiality. A Personal Data Protection Bill is currently under preparation. The implications of the Bill are not clear yet</p>	Substantial	Moderate
<p><b>Mitigations:</b></p> <p>Should the Bill be approved, the Bank and DoAB will conduct a technical analysis of the potential impact of the effectiveness of the Bill on project design and discuss any modifications that may be needed.</p>		
<p><b>Policy Development and Implementation</b></p>	Moderate	Low
<p><b>Risk:</b></p> <p>The risk is moderate. The project fully operationalizes policies developed by 1) State Govt such as NGGB, Chief Minister Nutrition Scheme, and State Action Plan on Climate Change (SAPCC); 2) national Government such as National Forest Rights Act (FRA 2006), National Agroforestry Policy (NAF 2014). The State currently does not have a policy for Farmer Producer Organizations.</p>	Moderate	Low
<p><b>Mitigations:</b></p> <p>One policy deliverable of the project is the formulation of a state policy for Farmer Producers Organizations building on good practices and lessons learned from CHIRAAG.</p>		
<p><b>Environment and Climate Context</b></p>	High	Substantial
<p><b>Project vulnerability to environmental conditions</b></p>	Substantial	Moderate
<p><b>Risk:</b></p>	Substantial	Moderate

The risk is substantial. The project area is prone to deforestation as a result of coal mining and illicit felling of trees.		
<b>Mitigations:</b>		
The project will support Households who obtained land under FRA with the productive and sustainable development of the land. The project will not intervene in environmentally sensitive areas and has a negative list of activities that it will not finance as described in the ESMF.		
<b>Project vulnerability to climate change impacts</b>	High	Substantial
<b>Risk:</b>	High	Substantial
The risk is High. The project area is prone to drought.		
<b>Mitigations:</b>		
The design of the project emphasizes two key aspects of climate smart agriculture: soil and water conservation, expansion of irrigation potential and integrated farming systems.		
<b>Project Scope</b>	Low	Low
<b>Project Relevance</b>	Low	Low
<b>Risk:</b>	Low	Low
The risk is low. The project scope is within the Government policies and the mandate of the Lead Implementing Agency, Department of Agriculture Development and Farmers Welfare and Biotechnology (DoAB).		
<b>Mitigations:</b>		
The project has a robust governance system to ensure the project alignment with state policies and continued relevance.		
<b>Technical Soundness</b>	Low	Low
<b>Risk:</b>	Low	Low
The risk is low. All proposed activities are technically sound and already implemented in some form in the State or in similar agro-ecologies.		
<b>Mitigations:</b>		
The project has a well developed Monitoring, Evaluation and Learning (ME&L) which will measure physical and financial progress as well as outcomes and flag implementation issues related to technical soundness, technical capacity or other.		
<b>Institutional Capacity for Implementation and Sustainability</b>	High	Substantial
<b>Implementation Arrangements</b>	High	Substantial
<b>Risk:</b>	High	Substantial
The risk is high. This is the first externally aided programme in the Department of Agriculture Development		

and Farmers Welfare and Biotechnology (DoAB), with two financiers		
<b>Mitigations:</b>  The project management takes into account additional human resources to manage the WB and IFAD financing. IFAD financing will support additional staff for project management, M&E, knowledge management and for the technical cell on food systems and nutrition.  The design team proposes to reduce the burden of adhering to 2 external financiers by aligning the IFAD FM and procurement on WB procedures.		
<b>Monitoring and Evaluation Arrangements</b>	Substantial	Moderate
<b>Risk:</b>  The risk is substantial. The DOAB will need to comply with monitoring procedures of WB and IFAD which for output, outcome and impact indicators.	Substantial	Moderate
<b>Mitigations:</b>  IFAD financing will align with the Monitoring, Evaluation and Learning System designed by WB. Additional staffing was added to Monitoring, Evaluation and Learning team, as well as addition of annual outcome survey. Additional indicators specific to IFAD were agreed upon with State Govt and WB and will be incorporated in the monitoring plan of the project.		
<b>Project financial Management</b>	Substantial	Moderate
<b>Project Organization and Staffing</b>	Moderate	Low
<b>Risk:</b>  Project funds will be managed by the Government of Chhattisgarh FM staff at the Directorate of Agriculture and other district/sub-divisional levels. The following are the proposed CHIRAAG staffing structure for implementation of FM practices: one State Project manager- Program Support (SPMU), one Assistant Project Manager- Finance (SPMU), two Project Executives (SPMU) and one District Coordinator- Finance and Administration at each project district (DPMU). The proposed organizational structure is found suitable for the project but given that this would be the first externally financed project managed by DoAB that is financed by two separate financiers, there may be a need for further training/capacity building activities for project staff members.	Moderate	Low
<b>Mitigations:</b>  The project should ensure the recruitment of an adequate number of FM staff with the required qualifications and project finance staff should receive training on IFAD procedures and other relevant FM-related topics. Additional accounting staff will be engaged at District and SPMU level to support existing departmental staff.		
Project Budgeting	Substantial	Moderate
<b>Risk:</b>	Substantial	Moderate

<p>The Annual Work Plan and Budget (AWPB) will be prepared by the SPMU based on targets outlined in the PDR and subject to approval by the CHIRAAG steering committee and the project will be budgeted as a separate line item in the annual state budget that is presented and approved by the State Legislature.</p> <p>The Director of the Department of Agriculture will be the authorized Drawing and Disbursing officer for withdrawing funds from the project budget. In general, budgeting processes for projects under the India portfolio are deemed to be efficient and well established, it is nevertheless important to ensure sufficient planning in terms of time required for the different stages in the budget approval process to allow for the subsequent timely release of funds and to make sure proper tracking of budgeted versus actual amounts over the project implementation.</p> <p>It is proposed that the PMU will be jointly financed by IFAD, the WB and Government of Chhattisgarh financing. The WB and IFAD financing will cover two different geographic areas with IFAD financing covering six districts and 11 blocks located primarily in the northern part of the state.</p>		
<p><b>Mitigations:</b></p> <p>The submitted budget needs to incorporate and give a clear overview of all financing contributions, to be submitted for approval by the steering committee and subsequently for IFAD no-objection.</p> <p>In order to keep track of physical and financial progress, the project needs to ensure that adequate structures are put in place for tracking of budgeted versus actual amounts for project expenditures and follow up with relevant actions on any noted significant discrepancies.</p>		
<p>Project Funds Flow/Disbursement Arrangements</p>	<p>High</p>	<p>Substantial</p>
<p><b>Risk:</b></p> <p>The project will follow similar funds flow structure as for other project in the portfolio, with the exception that Withdrawal Applications will be submitted to IFAD by the WB, in respect of their role as CI for CHIRAAG. Funds will be transferred from the Designated Account (DA), denominated in USD, into a Project Account at Government level. At both state, district and block level, funds will be transferred based on from e-Kosh and deposited into relevant Project Accounts. Community level institutions will receive direct transfers into separate project bank accounts. All project expenditures will be pre-financed from the state budget.</p>	<p>High</p>	<p>Substantial</p>
<p><b>Mitigations:</b></p> <p>To ensure a good level of transparency and proper tracking of account balances, fund transfers and utilization, all accounts for the receipt/transfer of project funds will be</p>		



registered in the PFMS system (under 5 levels; i) State, ii) District, iii) Sub-Division, iv) Community- large grants, v) Community- small grants).		
<b>Project Internal Controls</b>	Moderate	Low
<b>Risk:</b>  A project Financial Management Manual incorporating detailed supplementary financing rules will be developed by the SPM Program Support, as per noted in the PIP. For the internal audit, the project will be subject to quarterly reviews by chartered accountants, which will report on findings to the project management.  At community level, a Community Operations Manual will provide guidance on FM process and applicable financial and administrative procedures.	Moderate	Low
<b>Mitigations:</b>  The project needs to ensure proper segregation of duties and inventories/fixed assets should be properly reconciled on a regular basis. Given the different levels on which financial transactions will take place (state, district, block), the financial management structures should cover details for all levels to ensure adequate transparency and accountability.  Supervision and monitoring should be undertaken during project implementation, led by WB and with IFAD expertise contribution, as per stipulated in the relevant project documentation		
<b>Project Accounting and Financial Reporting</b>	Substantial	Moderate
<b>Risk:</b>  CHIRAAG will account for project expenditures using the e-Kosh system and in the current set-up, manual accounting records will be maintained for all funds withdrawn from e-Kosh. It is noted that no system is currently in place, capable of generating the required level of detailed financial reporting as per IFAD requirements.  Interim Financial Reports will be submitted by the project within 45 days of the end of each quarter (used as basis for disbursements from the IBRD loan).	Substantial	Moderate
<b>Mitigations:</b>  In order to ensure that the project is able to generate financial reports with the required level of detail as per IFAD requirements, an appropriate computerized accounting software needs to be acquired and set-up. This software should optimally also include integrated approval structures, ensuring segregation of duties and a solid system for internal control of project financial reporting.		

The software should further include recording of counterpart funding (both in-kind materials and labour and cash) contributions.		
<b>Project External Audit</b>	Moderate	Low
<b>Risk:</b>  The project will be audited by the India SAI (Comptroller and Auditor General of India, CAG). To align with the WB agreed structure, IFAD will align with the nine months after financial year end timeline for submission of audited financial statements and audit report.	Moderate	Low
<b>Mitigations:</b>  Reporting will be aligned with IFAD requirements and any identified audit recommendations should be promptly implemented properly followed up in subsequent audits.  There should further be sufficient time allotted to the audit process, in order to ensure time is provided for the receipt of comments from project management on audit observations and recommendations.		
<b>Project Procurement</b>	High	Substantial
<b>Legal and Regulatory Framework</b>	Substantial	Moderate
<b>Risk:</b>  The risk is substantial. The Borrower's regulatory and institutional capacity and practices (including compliance with the laws) are inadequate to conduct the procurement in a manner that optimizes value for money with integrity.	Substantial	Moderate
<b>Mitigations:</b>  The project design suggests the project procurement follows the WB guidelines. As IFAD procurement guidelines are compatible with the WB guidelines, it is suggested to align the project procurement with WB guidelines for the common contracts. For additional scope of services for IFAD financed districts, IFAD approved contracts will be signed on direct contracting basis. Procurement for IFAD financing only will follow IFAD Procurement Guidelines and Handbook and IFAD prior review thresholds. Procurement staff are proposed to be engaged at SPMU and at the District level.. The WB is planning to build the capacity of the SPMU and DPMU on procurement		
<b>Risk:</b>  The risk is substantial. The Borrower's regulatory and institutional capacity and practices (including compliance with the laws) are inadequate to conduct the procurement in a manner that optimizes value for money with integrity.	Substantial	Moderate
<b>Mitigations:</b>  The project design suggests the project procurement follows the WB guidelines. As IFAD procurement guidelines are compatible with the WB guidelines, it is suggested to align the project procurement with WB guidelines for the		

<p>common contracts. For additional scope of services for IFAD financed districts, IFAD approved contracts will be signed on direct contracting basis. Procurement for IFAD financing only will follow IFAD Procurement Guidelines and Handbook and IFAD prior review thresholds. Procurement staff are proposed to be engaged at SPMU and at the District level.. The WB is planning to build the capacity of the SPMU and DPMU on procurement</p>		
<p><b>Risk:</b></p> <p>The risk is substantial. The Borrower’s regulatory and institutional capacity and practices (including compliance with the laws) are inadequate to conduct the procurement in a manner that optimizes value for money with integrity.</p>	Substantial	Moderate
<p><b>Mitigations:</b></p> <p>The project design suggests the project procurement follows the WB guidelines. As IFAD procurement guidelines are compatible with the WB guidelines, it is suggested to align the project procurement with WB guidelines for the common contracts. For additional scope of services for IFAD financed districts, IFAD approved contracts will be signed on direct contracting basis. Procurement for IFAD financing only will follow IFAD Procurement Guidelines and Handbook and IFAD prior review thresholds. Procurement staff are proposed to be engaged at SPMU and at the District level.. The WB is planning to build the capacity of the SPMU and DPMU on procurement</p>		
<p><b>Risk:</b></p> <p>The risk is substantial. The Borrower’s regulatory and institutional capacity and practices (including compliance with the laws) are inadequate to conduct the procurement in a manner that optimizes value for money with integrity.</p>	Substantial	Moderate
<p><b>Mitigations:</b></p> <p>The project design suggests the project procurement follows the WB guidelines. As IFAD procurement guidelines are compatible with the WB guidelines, it is suggested to align the project procurement with WB guidelines for the common contracts. For additional scope of services for IFAD financed districts, IFAD approved contracts will be signed on direct contracting basis. Procurement for IFAD financing only will follow IFAD Procurement Guidelines and Handbook and IFAD prior review thresholds. Procurement staff are proposed to be engaged at SPMU and at the District level.. The WB is planning to build the capacity of the SPMU and DPMU on procurement</p>		
<p><b>Accountability and Transparency</b></p>	Substantial	Moderate
<p><b>Risk:</b></p> <p>The risk is substantial. The project will have highly decentralized implementation and procurement. Noncompliance with agreed procurement arrangements was flagged in the WB procurement assessment as well.</p>	Substantial	Moderate
<p><b>Mitigations:</b></p>		

<p>Mitigation measures designed by the WB and agreed with the State Govt include: 1) a robust complaint redressal mechanism will be put in place. The complaint handling authority, the form of complaint register, response time, decision-making mechanism, and other features will be outlined in detail in the PIM; 2) Procurement prior and post Review: The World Bank will conduct implementation support missions to review the procurement performance of the project. All contracts not covered under prior review by the World Bank will be subject to post review during the implementation support missions and/or special post-review missions, including missions by consultants hired by the World Bank; 3) for activities at community level, annual PPR for an agreed percentage of contracts shall be conducted by an independent consultant as per terms of reference and reporting requirements agreed with the Bank.</p> <p>It is recommended that IFAD adopts the same procedures in addition to social audit and audit of the community organizations starting the second year of the project.</p>		
<p><b>Risk:</b></p> <p>The risk is moderate. Noncompliance with agreed procurement arrangements was flagged in the WB procurement assessment.</p>	Moderate	Low
<p><b>Mitigations:</b></p> <p>Mitigation measures designed by the WB and agreed with the State Govt include: 1) a robust complaint redressal mechanism will be put in place. The complaint handling authority, the form of complaint register, response time, decision-making mechanism, and other features will be outlined in detail in the PIM; 2) Procurement prior and post Review: The World Bank will conduct implementation support missions to review the procurement performance of the project. All contracts not covered under prior review by the World Bank will be subject to post review during the implementation support missions and/or special post-review missions, including missions by consultants hired by the World Bank; 3) for activities at community level, annual PPR for an agreed percentage of contracts shall be conducted by an independent consultant as per terms of reference and reporting requirements agreed with the Bank.</p> <p>It is recommended that IFAD adopts the same procedures in addition to social audit and audit of the community organizations starting the second year of the project.</p>		
<p><b>Capability in Public Procurement</b></p>	High	Substantial
<p><b>Risk:</b></p> <p>The risk is high. The WB assessed the DOAB capacity as weak due to non-familiarity with Bank projects and procurement procedures</p>	High	Substantial

<p><b>Mitigations:</b></p> <p>Mitigation measures designed by the WB and agreed with the State Govt include: 1) appropriate procurement staffing at SPMU and DPMU level; 2) assignment of an experienced team by Beej Nigam, suitably strengthened, if required, for the project procurement; 3) SPMU to be supported by a full-time procurement consultant; 4) strengthening and capacity building of staff at State level and Beej Nigam thru training at ASCI /NIFM. DPMU to be trained by SPMU/Division staff for support and monitoring of Community level activities.</p> <p>It is suggested that IFAD adopts the same mitigation measures</p>		
<p><b>Risk:</b></p> <p>The risk is high. The WB assessed the DOAB capacity as weak due to non-familiarity with Bank projects and procurement procedures</p>	High	Substantial
<p><b>Mitigations:</b></p> <p>Mitigation measures designed by the WB and agreed with the State Govt include: 1) appropriate procurement staffing at SPMU and DPMU level; 2) assignment of an experienced team by Beej Nigam, suitably strengthened, if required, for the project procurement; 3) SPMU to be supported by a full-time procurement consultant; 4) strengthening and capacity building of staff at State level and Beej Nigam thru training at ASCI /NIFM. DPMU to be trained by SPMU/Division staff for support and monitoring of Community level activities.</p> <p>It is suggested that IFAD adopts the same mitigation measures</p>		
<p><b>Risk:</b></p> <p>The risk is high. The WB assessed the DOAB capacity as weak due to non-familiarity with Bank projects and procurement procedures</p>	High	Substantial
<p><b>Mitigations:</b></p> <p>Mitigation measures designed by the WB and agreed with the State Govt include: 1) appropriate procurement staffing at SPMU and DPMU level; 2) assignment of an experienced team by Beej Nigam, suitably strengthened, if required, for the project procurement; 3) SPMU to be supported by a full-time procurement consultant; 4) strengthening and capacity building of staff at State level and Beej Nigam thru training at ASCI /NIFM. DPMU to be trained by SPMU/Division staff for support and monitoring of Community level activities.</p> <p>It is suggested that IFAD adopts the same mitigation measures</p>		

<p><b>Risk:</b></p> <p>The risk is high. The WB assessed the DOAB capacity as weak due to non-familiarity with Bank projects and procurement procedures</p>	High	Substantial
<p><b>Mitigations:</b></p> <p>Mitigation measures designed by the WB and agreed with the State Govt include: 1) appropriate procurement staffing at SPMU and DPMU level; 2) assignment of an experienced team by Beej Nigam, suitably strengthened, if required, for the project procurement; 3) SPMU to be supported by a full-time procurement consultant; 4) strengthening and capacity building of staff at State level and Beej Nigam thru training at ASCI /NIFM. DPMU to be trained by SPMU/Division staff for support and monitoring of Community level activities.</p> <p>It is suggested that IFAD adopts the same mitigation measures</p>		
<p><b>Public Procurement Processes</b></p>	High	Substantial
<p><b>Risk:</b></p> <p>The risk is high. At design, WB assessed that highly decentralized project implementation may result in delays in procurement and contract management processes.</p>	High	Substantial
<p><b>Mitigations:</b></p> <p>itigations measure designed by the WB and agreed with the State Govt include: 1) develop Community Procurement Manual for CDD activities to ensure consistency across board; 2) the PIM will specify the delegation and procurement implementation arrangements; 3) all procurement activities at SPMU, Beej Nigam and DPMU level to be included in procurement plan in STEP and prior cleared by Bank and procurement at community level to be collated and monitored by DPMU and shared with SPMU and Bank on biannual basis; 4) use of Standard/ model Bid documents and e-Procurement and contract management tools; 5) develop a procurement information system which will track and provide required information regarding all procurement activities and contracts at the decentralized level; 6) all records from procurement planning to contract completion and procurement complaints shall be retained in a chronological order and made available as and when requested by SPMU or Bank.</p> <p>It is suggested that IFAD adopts the same mitigation measures.</p>		
<p><b>Risk:</b></p> <p>The risk is high. At design, WB assessed that highly decentralized project implementation may result in delays in procurement and contract management processes.</p>	High	Substantial
<p><b>Mitigations:</b></p>		

<p>itigations measure designed by the WB and agreed with the State Govt include: 1) develop Community Procurement Manual for CDD activities to ensure consistency across board; 2) the PIM will specify the delegation and procurement implementation arrangements; 3) all procurement activities at SPMU, Beej Nigam and DPMU level to be included in procurement plan in STEP and prior cleared by Bank and procurement at community level to be collated and monitored by DPMU and shared with SPMU and Bank on biannual basis; 4) use of Standard/ model Bid documents and e-Procurement and contract management tools; 5) develop a procurement information system which will track and provide required information regarding all procurement activities and contracts at the decentralized level; 6) all records from procurement planning to contract completion and procurement complaints shall be retained in a chronological order and made available as and when requested by SPMU or Bank.</p> <p>It is suggested that IFAD adopts the same mitigation measures.</p>		
<p><b>Risk:</b></p> <p>The risk is high. At design, WB assessed that highly decentralized project implementation may result in delays in procurement and contract management processes.</p>	High	Substantial
<p><b>Mitigations:</b></p> <p>itigations measure designed by the WB and agreed with the State Govt include: 1) develop Community Procurement Manual for CDD activities to ensure consistency across board; 2) the PIM will specify the delegation and procurement implementation arrangements; 3) all procurement activities at SPMU, Beej Nigam and DPMU level to be included in procurement plan in STEP and prior cleared by Bank and procurement at community level to be collated and monitored by DPMU and shared with SPMU and Bank on biannual basis; 4) use of Standard/ model Bid documents and e-Procurement and contract management tools; 5) develop a procurement information system which will track and provide required information regarding all procurement activities and contracts at the decentralized level; 6) all records from procurement planning to contract completion and procurement complaints shall be retained in a chronological order and made available as and when requested by SPMU or Bank.</p> <p>It is suggested that IFAD adopts the same mitigation measures.</p>		
<p><b>Environment, Social and Climate Impact</b></p>	Substantial	Moderate
<p><b>Biodiversity Conservation</b></p>	Substantial	Moderate
<p><b>Risk:</b></p> <p>The risk is substantial. The State is a biodiversity hotspot.</p>	Substantial	Moderate
<p><b>Mitigations:</b></p>		

Mitigation measures listed in the ESMF include: 1) promote community action for biodiversity conservation; 2) investment in community awareness, documentation, conservation and effective utilization through value addition; 3) facilitate planning investments for community infrastructure such as village seed bank through the village development plans.		
<b>Risk:</b>	Moderate	Low
The risk is moderate. The State is a biodiversity hotspot.		
<b>Mitigations:</b>		
Mitigation measures listed in the ESMF include: 1) promote community action for biodiversity conservation; 2) investment in community awareness, documentation, conservation and effective utilization through value addition; 3) facilitate planning investments for community infrastructure such as village seed bank through the village development plans.		
<b>Resource Efficiency and Pollution Prevention</b>	Moderate	Low
<b>Risk:</b>	Moderate	Low
Risk is moderate. Run off from construction sites and agricultural activities applying agrochemicals may result in ambient pollution of water bodies.		
<b>Mitigations:</b>		
Integrated pest management practices and the use of organic fertilizers will help avoid/minimize pollutions. ESMF has also addressed this risk.		
<b>Cultural Heritage</b>	Moderate	Low
<b>Risk:</b>	Moderate	Low
The risk is moderate. The Project areas are likely to have several pilgrimage sites and places of religious prominence, sacred groves, and sacred water sources.		
<b>Mitigations:</b>		
Mitigation measures developed by the WB and State Govt include Chance Find Procedure included in the ESMF		
<b>Indigenous People</b>	Moderate	Low
<b>Risk:</b>	Moderate	Low
The risk is Moderate. Out of 14 districts, 12 are predominantly tribal districts and the project interventions address the range of livelihoods of tribal people which depend on rainfed agriculture, forests and natural resources.		
<b>Mitigations:</b>		
The WB and the State Government formulated a Tribal Development Plan. The plan ensures socially- and culturally- compatible project interventions that enjoy broad community support in the tribal villages. These		



<p>measures include: (i) screening and documentation of, and focused consultations with, tribal households during planning process; (ii) targeting and tracking of tribal households in beneficiary lists for common assets and individual benefits; (iii) use of local tribal language in information dissemination; and (iv) capacity building and convergence with other government schemes targeting tribal areas; (v) the livestock interventions will, in particular, provide project benefits to the transhumant nomadic tribes that are traditionally dependent on grazing and common pastures.</p> <p>It is suggested that IFAD adopts the same measures listed in the Tribal Development Framework which are in line with its strategy for engaging with IPs.</p>		
<b>Labour and Working Conditions</b>	Substantial	Moderate
<b>Risk:</b>	Substantial	Moderate
<p>The risk is Substantia. Although risk for labour camps, child/ bonded labor, and hazardous work and/ or accidents does not apply to the project, the design document of the WB reports increase in incidence of gender-based violence at state level.</p>		
<b>Mitigations:</b>		
<p>The WB and State Govt agreed on the following mitigation measures: a Labour Management Framework (LMF) was prepared that includes specific provisions on working terms and conditions, occupational health and safety, child/ forced labor, and gender-based violence, as well as a labor focused grievance redress mechanism. Sub Project Specific Labour Management Plan will be prepared before the commencement of bidding process.</p> <p>It is proposed that IFAD adopts the same procedure.</p>		
<b>Community Health and Safety</b>	Substantial	Moderate
<b>Risk:</b>	Substantial	Moderate
<p>Risks related to health and safety of communities due to disease transmission such as COVID-19 is substantial. The State of Chhattisgarh was among the more adversely affected states by the Covid pandemic.</p>		
<b>Mitigations:</b>		
<p>As part of the component on COVID 19 economic recovery response, the project will conduct communication , develop knowledge products and implement campaigns that build awareness and capacity among the project communities on safety and hygiene practices in the context of the ongoing pandemic and proposed project interventions.</p>		
<b>Physical and Economic Resettlement</b>		No risk envisaged
<p>The project does not include any activity related to physical or economic resettlement.</p>		
<b>Greenhouse Gas Emissions</b>	Moderate	Low
<b>Risk:</b>	Moderate	Low

The risk is moderate. Livestock activities may ;lead to increase in GHG.		
<b>Mitigations:</b>  The project activities will lead to GHG mitigation benefits in terms of reductions in GHG emissions and increased carbon sequestration (estimated at 114 thousand tons of CO2 equivalent (tCO2e) over the project life of 20 years). At full development, annual GHG benefits are valued at US\$ 1.6 million and US\$ 3.2 million for the two scenarios respectively of low and high shadow prices for Carbon credit.		
<b>Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards</b>	High	Substantial
<b>Risk:</b>  The risk is High. The population is prone to drought	High	Substantial
<b>Mitigations:</b>  The project design adopts climate smart agriculture which includes integrated farming system, soil and water conservation and expansion of irrigation.		
<b>Stakeholders</b>	High	Substantial
<b>Stakeholder Engagement/Coordination</b>	High	Substantial
<b>Risk:</b>  The risk is high and this refers to the private sector as a stakeholder. The WB identified that private sector engagement may be low and not immediate, given that the project will be implemented in remote areas, including Left Wing Extremist (LWE-affected areas).	High	Substantial
<b>Mitigations:</b>  The project design incorporates several elements that respond to the socioeconomic and political economy context of tribal and LWE areas. Apart from these elements, it will leverage the longstanding presence, outreach and local credibility of NGOs and civil society organizations among communities, and other stakeholders as an important risk mitigation strategy. An LWE sensitization program will be delivered to all staff, partners and communities. Effective project implementation, robust community organizations and increased production volumes and quality would eventually attract private sector tie-ups. A special technical cell is set for value chain development and facilitation of market linkages.		
<b>Stakeholder Grievances</b>	High	Substantial
<b>Risk:</b>  The risk is high. Stakeholders are not be aware of the existing channels for reporting grievances, and may require channels for grievance reporting in their own native languages.	High	Substantial
<b>Mitigations:</b>		

The mitigation strategy is to use the WB Grievance Redressal Mechanism. For IFAD financing, Govt of Chhattisgarh has a public grievance redressal mechanism and phone number is 0771-2236446 and email is addlceoraipur.cg@nic.in		
---	--	--